

## JEAN-CLAUDE MAILLY (FO): "MACRON EST PRET A TOUT POUR PLAIRE A L'ALLEMAGNE"

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-CHRISTOPHE CHANUT



**Le secrétaire général de Force Ouvrière prévient: son syndicat sera contre la "nationalisation" de l'assurance chômage prévue par Macron, où le report à 65 ans de l'âge de la retraite préconisé par Fillon.**

**LA TRIBUNE - Quelle appréciation portez-vous sur le protocole d'accord qui vient d'être conclu sur l'assurance chômage ?**

**JEAN-CLAUDE MAILLY** - D'abord, il faut rappeler que cette négociation a été difficile et que le contexte politique a joué en faveur d'une reprise des discussions qui avaient, dans un premier temps, échouées en juin 2016. Comme toujours dans ce genre de négociation, il faut parvenir à un compromis. Je pense que nous sommes parvenus à un équilibre, ce qui explique notre signature. Prenons les points les plus délicats. Les seniors d'abord, je rappelle que le patronat voulait mettre la barre très haut, en montant de 50 à 59 ans l'âge nécessaire pour percevoir un maximum de 36 mois d'indemnités. C'était inacceptable. Au final, les seniors de 50 à 52 ans seront indemnisés 24 mois, mais six mois supplémentaires s'ils suivent une formation. Ceux de 53 à et 54 ans auront droit à 30 mois, plus six mois en cas de formation. Et à compter de 55 ans, les 36 mois sont maintenus.

Sur les contrats courts, nous avons obtenu le maintien de la surcotisation de 0,5% sur les CDD d'usage durant dix-huit mois. Et avec l'augmentation de 0,05% de la cotisation patronale d'assurance chômage, 270 millions d'euros vont entrer dans les caisses de l'Unedic chaque année. Surtout, d'un point de vue plus politique, nous avons montré que la gestion par les partenaires sociaux ça fonctionne, alors que, certains veulent remettre en cause le paritarisme.

***Justement, que pensez-vous du projet d'Emmanuel Macron de faire directement gérer l'assurance chômage par l'Etat ?***

Je suis en désaccord complet avec Macron sur ce point. Il veut passer au-dessus de la démocratie sociale. En vérité, Macron ne s'intéresse pas à l'assurance chômage, ce qui le préoccupe, c'est la dette du régime. Macron a un calendrier calé sur les élections allemandes. Il veut montrer à l'Allemagne que la France va mener des réformes structurelles et budgétaires. La dette de l'Unedic étant prise en compte dans le déficit public, tel qu'il a été défini par le traité de Maastricht, il va sabrer dans l'assurance chômage pour que la France repasse sous la barre des 3% de déficit. Il trouve donc que, actuellement, les partenaires sociaux ne font pas assez d'efforts. Mais j'attends de voir. En tout cas, l'attitude de Macron me conforte dans mon idée que le libéralisme économique conduit à l'autoritarisme social.

***Vous avez rencontré les candidats pour évoquer, voire alerter, sur les premières mesures sociales qu'ils envisagent chacun de prendre ?***

Oui, bien sûr. Les candidats ont souhaité, à leur demande, me rencontrer. J'ai vu Macron et l'entretien a longuement porté sur l'assurance-chômage. Je l'ai prévenu. J'ai vu Hamon cette semaine. Je dois revoir Mélenchon bientôt. J'ai aussi vu Gérard Larcher qui, au nom de François Fillon, a rencontré l'ensemble des partenaires sociaux.

***Et alors ? Vous leur avez indiqué quelles étaient, pour FO, les lignes jaunes à ne pas franchir ?***

Exactement, tant sur la méthode et le calendrier que sur le fond des dossiers. Il est insupportable que certains, tel François Fillon, voire Emmanuel Macron, envisagent de recourir aux ordonnances pour passer en force et vite sur les questions sociales. Je le répète, c'est le calendrier allemand qui les inspire. D'ailleurs j'ai prévenu les instances de FO qu'elles devaient rester rapidement mobilisables tout l'été.

Sur le fond. D'abord j'ai conseillé aux candidats de lire la plateforme élaborée par la Confédération européenne des syndicats s'ils veulent comprendre ce que nous attendons au niveau européen, réforme des traités, critère des 3% pour les déficits, etc. ... mais aussi au niveau national. Oui, il y a des lignes jaunes, le recul de la retraite à 65 ans en est une, ce que j'appelle la loi « El Khomri puissance plus » en est une autre. Macron veut accélérer l'inversion de la hiérarchie des normes en droit du travail avec la totale prédominance de l'accord d'entreprise. Pour nous, ce sera « non ». L'idée générale de Macron et Fillon est de court-circuiter la démocratie représentative. Ce n'est pas admissible.

Idem pour les questions relatives au service public. Cela ne veut rien dire de vouloir baisser le nombre des fonctionnaires, surtout quand on n'est pas capable de préciser là où on va couper. Je réitère ma vieille demande qu'il faut, au préalable, la tenue d'une conférence, pourquoi pas sous l'égide de France Stratégie, sur les missions et le périmètre des services publics dans la République.

***Avec les secrétaires généraux des autres confédérations syndicales vous évoquez et vous vous préparez pour une rentrée « chaude » ?***

A ce stade, on se parle, notamment avec Philippe Martinez de la CGT et Laurent Berger de la CFDT qui est, lui aussi, très attentif au devenir de l'assurance-chômage. Pour la suite, on verra. Mais bien sûr que tout le monde est vigilant.

**Quelle va être votre attitude si la représentante du Front national est au second tour de la présidentielle ?**

Vous le savez, FO ne donne pas de consigne de vote. Et le 1er mai, qui tombe entre les deux tours, aura une connotation uniquement syndicale. Pour autant, les messages que nous ferons passer, sur la non-discrimination, l'anti racisme, etc. seront très clairs.